Prolétaires de tous les pays, unissez-vous!



n° 62
p.a.f. 0,60 € - juin 2016

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Retrouver confiance en notre force collective

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Liberté de circulation et d'installation !

Mercredi 11 mai plusieurs centaines d'Irakiens ont manifesté devant l'Office des Etrangers pour rappeler que l'Irak n'est pas un pays sûr. Des attentats s'y produisant sans cesse et les armées impérialistes y étant toujours déployées, cela semble en effet évident. Mais cela n'a pas empêché le secrétariat d'Etat à l'asile et à la Migration d'envoyer une lettre à tous les réfugiés irakiens les incitant au retour volontaire.

D'après une association humanitaire, 40 millions de personnes ont été contraintes d'abandonner leur foyer l'année dernière. 24 000 personnes chaque jour fuient la guerre, et en particulier les bombardements au Moyen-Orient.

Face aux dirigeants impérialistes qui entretiennent des conflits partout dans le monde, qui dressent des murs de barbelés de plus en plus infranchissables et transforment les mers en cimetière, qui créent des camps sordides aux frontières de la forteresse Europe, les travailleurs du monde entier doivent défendre la liberté de circulation et d'installation pour tous les migrants.

A bas la guerre au Moyen-Orient !

Le gouvernement belge a décidé que l'aviation belge engagée en Irak pourra aussi bombarder la Syrie.
Depuis 2014, des dizaines de milliers de bombes ont été larguées sur la Syrie et l'Irak. Ces bombardements n'ont en rien affaibli les mouvements terroristes, au contraire ! Ces bombes ne créent que terreur et désolation, poussant les uns vers les milices terroristes et des millions d'autres à fuir leur pays.

Les puissances impérialistes mènent des guerres au Moyen-Orient afin d'assouvir leur soif de profits pétroliers et ce sont les populations qui en paient les frais. A bas la guerre impérialiste !

Armée américaine : sus aux victimes de viol !

Un rapport de l'organisation HumanRights Watch dénonce le sort que l'armée américaine réserve aux soldats qui s'y plaignent d'agressions sexuelles. Des milliers d'entre eux ont été renvoyés de l'armée, dans des conditions qui souvent leur rendent très difficile d'obtenir un emploi ou des aides sociales.

L'armée est toujours "la grande muette", aux Etats-Unis comme ailleurs : les soldats sont censés obéir aveuglément et se taire sur ce qu'ils peuvent subir, comme sur ce qu'ils voient sur les différents champs d'opération. C'est la condition pour que cette machine à dominer au service des dirigeants fonctionne. Pour faire le sale boulot, il faut des instruments qui obéissent, sans réfléchir.

Qui sommes-nous ?

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)
Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

La société capitaliste craque de toutes parts, les travailleurs peuvent en construire une nouvelle !

Les agents pénitentiaires de plusieurs prisons sont en grève depuis trois semaines. Alors qu'ils travaillent déjà en sous-effectif chronique, le gouvernement impose des économies sur la masse salariale de 10%. Cela signifie que les départs ne sont pas remplacés et que les gardiens devront faire avec 10-20% de personnel en moins pour plus de prisonniers (+2 200 en 10 ans) dans des prisons surpeuplées. S'ajoutent des économies dans les frais de fonctionnement, au point qu'en 2015, pour le renouvellement des uniformes, il a fallu choisir entre l'achat de polos ou de chaussures !

Contrôleurs d'impôts, personnel des tribunaux, cheminots, personnel hospitalier… toute la fonction publique voit des économies s'ajouter aux économies et ses conditions de travail se dégrader au point que délivrer le service demandé devient difficile, voire impossible. Alors, les contrôles d'impôts, surtout les plus compliqués, chez les riches, ne sont pas effectués, les retards judiciaires passent de plusieurs mois à plusieurs années, surtout pour les plus pauvres qui n'ont pas les moyens de se payer un grand avocat. Les trains sont en retard, les élèves s'entassent dans des classes surpeuplées avec des enseignants au bord du burn-out, etc. etc. etc. Oui, rien ne va plus !

Et voilà trois patrons, dont Johnny Thijs, ex-patron de BPost, qui lancent un appel pour « revitaliser ce pays qui donne l'impression de ne plus fonctionner » ! Ils voudraient nous faire croire que le patronat ferait mieux que l'Etat ? Mais si la fonction publique va mal c'est que toutes ces politiques d'austérité l'ont mise à genoux, et les économies réalisées ont profité au grand patronat ! Baisse des impôts des sociétés de 45% à 33,99% en 1999, et à 25% aujourd'hui ?! Intérêts notionnels, rulings, baisse de cotisations sociales pour le patronat de plusieurs milliards d'euros par an… L'argent qui manque aujourd'hui dans les caisses de l'Etat pour faire fonctionner les services publics, c'est dans les coffres des plus riches qu'on peut le trouver !

Et quel est « l'exemple de réussite » que ces patrons avancent dans leur appel ? « Belgacom, devenu Proximus et la Poste devenue BPost » ! Une réussite, ces privatisations qui ont transformé ces services publics en machines à profits pour les actionnaires ?! Pas pour les usagers, et encore moins pour les travailleurs ! A la Poste, des statuts au rabais ont permis de baisser les salaires et la charge de travail a été augmentée. Quant à Proximus, les actionnaires y suppriment encore 3500 emplois aujourd'hui. C'est justement la « réussite » des actionnaires qui a visage de catastrophe pour les travailleurs !

Si la grève des gardiens de prison est aujourd'hui vue avec sympathie par beaucoup de travailleurs, y compris chez BPost et Proximus, c'est que les problèmes des gardiens parlent à tous et pas seulement dans le secteur public. Ne pas pouvoir prendre ses congés pour cause de sous-effectif, faire le travail pour deux suite à une restructuration où une partie des collègues a été licenciée, renoncer au respect des règles de sécurité et de qualité par manque de temps. Dans quelle entreprise ne connaît-on pas cela ?!

En fait, l'Etat ne fait qu'appliquer à l'échelle du pays ce que le patronat applique dans les entreprises: prendre chez les travailleurs pour enrichir toujours plus les actionnaires ! Quitte à fermer des entreprises, à baisser la qualité, à négliger la sécurité.

C'est ce parasitisme d'une classe sociale riche ultra-minoritaire qui est la cause du délabrement généralisé et de l'incapacité de planifier à long terme, que ce soit en Belgique, au niveau européen ou mondial. Car la classe capitaliste est incapable de gérer la société autrement que pour son profit immédiat.

Il n'y a aucune raison de se plier aux règles de ce système qui fait faillite devant nos yeux. Et la manifestation de ce mardi nous permet de le dire tous ensemble. Travailler plus alors que plus d'un million de personnes en Belgique n'ont pas de travail ? Travailler plus alors que le progrès technique permet de produire beaucoup plus avec beaucoup moins d'effort ? C'est une absurdité à l'image de ce système absurde qui n'a d'autre avenir à nous offrir que le retour au 19ème siècle !

Les travailleurs ont à y opposer la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire. Qu'on prenne sur les profits pour que tous aient un travail et un salaire ! On aura alors suffisamment d'enseignants dans les écoles, on pourra construire les logements qui manquent, réparer les infrastructures défaillantes, trouver des solutions pour les centrales nucléaires en fin de vie… et il y aura aussi moins de gens en prison. L'avenir est dans les mains des travailleurs !

Abolition du secret des affaires !

Au Luxembourg, deux anciens salariés d'un cabinet de conseillers financiers et un journaliste qui, ensemble, avaient révélé le scandale du « LuxLeaks » vont être jugés par un tribunal. Ils sont accusés de « vol domestique, de divulgation de secret d'affaires, de violation de secret professionnel et de blanchiment ».

Ils ont en effet mis sur la place publique les accords secrets entre les autorités luxembourgeoises et les trusts internationaux permettant à ces derniers de ne payer qu'un montant d'impôt ridicule sur leurs bénéfices. Ils devraient avoir une médaille pour cela !

Mais la propriété privée et le secret des affaires, c'est sacré pour la bourgeoisie et ses serviteurs. Le glaive de la « justice » est là pour veiller au grain !

Classe contre classe

Jack Ma, milliardaire chinois, débarque en Belgique pour créer une succursale de son site de vente en ligne Alibaba. A cette occasion tous les patrons belges (Proximus, Colruyt...) se bousculent et même le roi a été mobilisé pour la photo finale (il parait que ça fait vendre). Fini les discours sur le manque de démocratie en Chine, les salaires minables et les conditions de travail encore pires... place aux affaires !

On ferait bien de s'en souvenir la prochaine fois qu'on voudra nous mobiliser contre la soi-disant « concurrence déloyale chinoise ». Car ici comme en Chine, la seule façon de défendre son gagne-pain c'est de se battre contre les milliardaires qui voudraient nous opposer les uns aux autres pour continuer à s'enrichir sur notre dos.

L'armée en prison

Au 13ème jour de grève des gardiens de prison, le gouvernement a décidé d'envoyer l'armée dans les prisons pour « apporter une aide humanitaire ».

Que les prisonniers aient leur sortie au préau ou pas, les ministres s'en moquent en général, sauf maintenant où la grève des gardiens de prison leur pose un problème. Un peu comme d'habitude quand l'armée est envoyé en « mission humanitaire », un petit intérêt inavouable n'est jamais très loin…

Un médecin pour soigner ?!

Alors que la pénurie de médecins se fait sentir de plus en plus, un nombre croissant travaille pour le compte des patrons pour contrôler des malades et les pousser à reprendre le travail.

Ainsi 310 000 contrôles ont été effectués l'année passée (soit 850 par jour). C'est un marché florissant qui génère des dizaines de millions d'euros de chiffre d'affaire pour des sociétés comme Securex ou Certimed car l'intensification du travail a fait exploser les maladies longues durée (+14% en 2015).

Alors qu'il faut parfois des mois pour voir un spécialiste, des centaines de médecins sont employés comme gardes-chiourmes !



Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Tous les jours de la semaine

La direction a menacé de faire travailler un samedi, si la production du mardi de la manifestation ne suivait pas pour cause de manifestation et de grève. Une petite mesquinerie patronale qui donne envie de manifester … même le week-end.

Si on laisse le choix au patron…

Les patrons veulent pouvoir licencier plus facilement les élus et candidats syndicaux. L'excuse avancée est qu'une « partie d'entre eux n'est là que pour la protection ».

Mais ce ne sont pas ceux-là qui sont visés, ceux dont le patronat veut se débarrasser avant tout, ce sont ceux qui refusent les reculs que les patrons et le gouvernement veulent nous faire avaler.

Pour quelques centaines de millions d'euros

Le principal actionnaire de Volkswagen, la famille Porsche-Piëch, s'était prononcé pour une forte baisse du dividende chez VW, suite au scandale du moteur diesel truqué. Du coup, les dirigeants du holding Porsche Holding SE, à travers laquelle cette famille détient 52,2% du groupe VW, avaient également annoncé une baisse du dividende de 80%, suite au scandale diesel.

Mais le patriarche Ferdinand Piëch n'avait pas l'idée de renoncer à quoi que ce soit. Il a pris les choses en main, et les dirigeants du Holding ont dû faire marche arrière et annoncer un dividende de 80% plus élevé que déclaré au départ… Comment se paiera ce tour de passe-passe ? Sur nos emplois ? Nos salaires ? Il faudrait faire comme lui, prendre les choses en main nous aussi…

Car la famille Porsche-Piëch avec une fortune de 65 milliards d'euros (augmentée de 10 milliards en un an) a largement de quoi couvrir les suites des moteurs diesel truqués qui ont contribué à les enrichir… ainsi que les embauches nécessaires et les augmentations de salaires.

France : la lutte continue

Le gouvernement français de Hollande et Valls a choisi de se passer des députés et de faire passer en force la loi travail, en utilisant l'article 49.3 de la Constitution française. Pour imposer la volonté du patronat le plus riche, ils ne font pas grand cas de la démocratie.

Mais ce n'est pas parce que le gouvernement veut imposer sa loi que les travailleurs sont désarmés. Ce que l'État a fait, la rue peut le défaire ! C'est ce que le gouvernement Sarkozy-Juppé avait dû faire en 2006, face à la mobilisation contre leur loi CPE (contrat premier emploi).

La lutte continue !



Vive la lutte des ouvriers en Arabie saoudite !

L'économie saoudienne a du plomb dans l'aile. Le prix du pétrole a baissé et l'exploitation féroce de centaines de milliers d'ouvriers asiatiques ne suffit plus à maintenir les profits.

La société du bâtiment Binlader Group en est un exemple significatif. Elle vient de licencier plus de 77 000 ouvriers étrangers sur 200 000, et prévoit le licenciement de 12 000 salariés saoudiens sur 17 000. Depuis plusieurs mois, les salaires ne sont plus payés et la direction aurait donné à 50 000 employés un visa de sortie définitif du territoire à défaut de leurs six derniers mois de salaire impayés.

Des manifestations ont eu lieu devant le siège de la compagnie, des bus ont été incendiés et des ouvriers arrêtés. Les travailleurs se battent pour défendre leurs droits et n'hésitent pas à affronter un régime réactionnaire et dictatorial, soutenu et armé par toutes les grandes puissances occidentales.

États-Unis : exploitation féroce dans les abattoirs de volaille

Aux États-Unis, la plupart des 250 000 travailleurs du secteur avicole se voient refuser des pauses pour aller aux toilettes. C'est ce qui ressort d'un rapport récemment publié par l'ONG Oxfam. Le secteur est connu pour les bas salaires, les accidents nombreux ou encore le harcèlement au travail. Les cadences sur les chaînes d'abattage sont extrêmement élevées, jusqu'à 140 poulets par minute, les entreprises de la filière réclamant que les seuils soient relevés à 175 par minute.

La maîtrise exerce une pression constante contre les pauses, par des moqueries et des menaces de sanction. Quand une pause est accordée, les salariés doivent alors courir vers les toilettes, tout en enlevant leur combinaison, sur des sols glissants. Résultat : de nombreux salariés portent des couches pour faire leurs besoins tout en travaillant !

Ces brimades peuvent également avoir des conséquences médicales, en particulier pour les femmes enceintes, ou encore parce que les travailleurs évitent de boire.

Comme le montre ce rapport, les pays pauvres n'ont pas le monopole de l'exploitation féroce: elle est également présente au cœur des pays les plus riches, y compris des États-Unis, ce temple de la modernité.

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière

Il faut contrôler les comptes des entreprises et de leurs propriétaires !

Interrogé par les parlementaires sur la suite donnée à la révélation par la presse des Panama Papers qui révélaient comment des milliers de riches fraudent l'impôt ; l'administrateur général de l'Inspection spéciale des impôts, Frank Philipsen a déclaré que 149 personnes sur les 300 citées dans la presse avaient retenu l'attention de ses services.

Cependant dit-il, les agents de l'inspection des impôts n'ont pas accès à toutes les bases de données nécessaires, n'ont pas tous les ordinateurs dont ils auraient besoin, n'ont pas accès à internet sur leur gsm... Autant dire que les riches fraudeurs n'ont pas trop de soucis à se faire…

Enfin jusqu'au jour où les travailleurs contrôleront eux-mêmes les comptes de leur entreprise et briseront le secret des affaires en publiant les comptes de leurs patrons !



En Grèce, nouvelle attaque anti-ouvrière

Le parlement grec vient de voter la « réforme » des retraites proposée par le Premier ministre Tsipras. Les pensions, 750 euros brut mensuels en moyenne, baisseront de 15 % et les cotisations augmenteront.

Il s'agit de dégager 1,8 milliard d'économies budgétaires pour satisfaire le FMI et la Commission européenne, afin d'obtenir que la dette de l'État grec soit renégociée.

Par la grève générale massive des 6 et 7 mai et les manifestations du 8 mai, de nombreux travailleurs, chômeurs et retraités de Grèce ont montré qu'ils refusent de continuer à payer une dette qu'ils n'ont pas creusée.

Ils ont raison !

Venezuela : face à la crise, pas de sauveur suprême

Au Venezuela, le duel entre Maduro, le président qui a succédé à Chavez, et l'opposition de droite, qui voudrait prendre sa place, se durcit. Depuis la chute des prix du pétrole, dont le Venezuela est un gros exportateur, le pays s'est enfoncé dans une crise sociale, synonyme d'appauvrissement généralisé et de chaos économique.

Dans une situation où Maduro réclame les pleins pouvoirs pour mater toute contestation et où les ténors de l'opposition tentent de surfer sur la colère populaire pour le supplanter, les intérêts des travailleurs ne sont pas représentés. Car les deux clans qui s'affrontent au sommet, même quand ils s'appuient sur la rue, défendent, chacun à sa façon, les intérêts des possédants.

Haïti : les travailleurs relèvent la tête

Jeudi 12 mai, l'association patronale haïtienne publiait une note s'élevant contre des « actes barbares » et « terroristes » perpétrés la veille sur la zone industrielle de Sonapi, à Port-au-Prince. Le même jour, le ministère des Affaires sociales et du Travail annonçait que l'arrêté portant sur la révision du salaire minimum serait publié dans les meilleurs délais, précisant qu'il serait effectivement porté à 300 gourdes (5 euros) pour 8 heures de travail.

Le patronat et le gouvernement haïtiens répondaient ainsi aux ouvriers qui, mercredi 11 mai, avaient débrayé et manifesté par milliers dans la zone industrielle, exigeant un salaire minimum de 500 gourdes (7 euros) par mois.

Cette manifestation entraînant tous les travailleurs d'une même zone industrielle faisait suite à une série de mouvements partiels. Depuis des mois, des travailleurs ont lutté dans plusieurs usines de la zone contre telle ou telle conséquence de l'exploitation : surcharge de travail ; intoxication alimentaire à l'usine ; vol sur les salaires ; licenciements abusifs ou disciplinaires ; vol sur les congés, etc. Mais la question du salaire résume toutes les autres et unit tous les ouvriers.

Lors d'un débat organisé à la fête de Lutte ouvrière, des camarades de l'Organisation des travailleurs révolutionnaires d'Haïti (UCI) ont donné cet exemple : un ouvrier de la zone gagne 3,40 euros par jour. Se rendre à l'usine, y prendre un repas et se désaltérer lui coûte 3 euros. Il ne lui reste plus que 40 centimes par jour pour faire vivre sa famille. Dans ces conditions, nombre d'ouvriers de la zone se sont retrouvés depuis des semaines autour des revendications d'un salaire de 500 gourdes (7 euros) et d'une baisse du prix des produits de première nécessité.

Alors qu'une manifestation se préparait pour porter ces revendications le 1er mai, le Conseil supérieur des salaires, organisme gouvernemental, annonçait qu'à partir de ce jour-là le minimum passerait à 300 gourdes (5 euros). Les travailleurs ont maintenu la manifestation, qui fut un succès, et attendu la paye suivante pour vérification : aucun patron n'a payé sur la base de 5 euros par jour. C'est ce qui a déclenché la manifestation du 11 mai.

La réaction des patrons est bien à leur image : arrogante, injurieuse, mensongère et stupide. Celle du gouvernement, promettant une nouvelle fois d'augmenter les salaires, montre qu'il craint la force d'entraînement de la classe ouvrière. En effet, alors que de nombreuses catégories sociales souffrent et qu'il existe une immense masse de déshérités, la classe ouvrière peut se retrouver en tête d'une révolte générale.

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière



Retrouver la confiance en notre force collective !

Après avoir mis en avant la retraite à 67 ans et le saut de l'index, voici la semaine de 45 heures et plus, au gré des désidératas des patrons. Kris Peeters, le ministre de l'emploi, a le culot d'appeler cela « adapter le marché du travail au 21 siècle » ! C'est plutôt le retour au 19ème siècle qu'il prépare pour les travailleurs et plus de chômage encore.

Il faut que le gouvernement trouve l'opposition massive des travailleurs sur son chemin. Les syndicats appellent à une manifestation nationale le 24 mai. Il faut y être le plus nombreux possible.

Ce nouveau recul important des conditions de vie et de travail s'ajoute aux reculs précédents, qu'ils viennent du gouvernement ou qu'ils aient été imposés dans les entreprises à l'occasion de restructurations et sous la menace de perdre son emploi.

C'est qu'en cette période de crise c'est sur le dos des travailleurs que le patronat compte maintenir ses profits, voire les augmenter. Chaque recul imposé aux travailleurs ne fait qu'encourager le patronat à demander encore plus. La loi Peeters vise aujourd'hui à généraliser, et à traduire dans la loi, les rapports de force les plus favorables pour le patronat, tels qu'ils existent par exemple dans l'horeca. Cela signifie anéantir les progrès sociaux obtenus par près de deux siècles de luttes ouvrières.

Pour que la mobilisation soit un succès, on ne peut pas laisser son organisation entre les seules mains des appareils syndicaux. Tous ceux parmi nous qui sont convaincus qu'il ne faut pas laisser passer cette nouvelle attaque ont leur rôle à jouer pour convaincre leurs camarades de travail, pour les entraîner dans la mobilisation, qu'on soit militant syndical ou pas, vieux ou jeune, fonctionnaire ou intérimaire.

Et cela ne sera pas forcément facile. Trop souvent, les travailleurs ont été trahis, trop souvent, leur force collective a été détournée et gaspillée. Non, les travailleurs n'ont aucune raison d'accorder leur confiance à des dirigeants syndicaux qui ont beaucoup tardé pour commencer à riposter aux attaques gouvernementales. Les travailleurs doivent retrouver la confiance dans leur propre force, leurs propres moyens de s'organiser et de lutter.

Il faut qu'on discute et qu'on décide ensemble des revendications et des actions, plutôt que de laisser les dirigeants syndicaux décider à notre place.

Ceux des dirigeants syndicaux qui veulent se donner l'allure la plus radicale, parlent de « faire tomber le gouvernement ». Mais pour mettre qui à la place ? Le PS ? Alors que c'est lui qui a ouvert la voie aux mesures d'austérité du gouvernement actuel, notamment par les attaques contre les chômeurs et le gel des salaires !

Les partis qui ont participé aux gouvernements ont largement prouvé qu'ils étaient avant tout au service du patronat. Alors il importe peu à la classe capitaliste que ce soit l'un ou l'autre de ces partis qui soit au gouvernement et impose la politique patronale aux travailleurs. Aujourd'hui, en Belgique, ce sont des partis ouvertement de droite qui sont au pouvoir, mais en France, c'est le gouvernement « de gauche » de Hollande et Valls qui impose le même détricotage des quelques droits qui protègent tant soi peu les travailleurs de l'exploitation. En Grèce c'est même Tspiras, venu au pouvoir à la tête d'un parti qui se prétendait « à la gauche de la gauche » qui mène aujourd'hui cette politique du recul social. Et bien souvent, les reculs ont été acceptés et signés par les syndicats.

Ce qui fera reculer la classe patronale et les gouvernements à son service, ce sont les travailleurs conscients de leur propre force et prêts à défendre leurs existences avec la même détermination que les capitalistes défendent leurs profits.

Les patrons veulent imposer qu'on travaille de plus en plus sans payer plus, pour tirer toujours plus de profit. Peu importe aux patrons que des centaines de milliers de travailleurs soient au chômage ! Pour ne pas tomber dans la misère, c'est le contraire qu'il faut : travailler moins, pour travailler tous, pour un meilleur salaire ! Ce n'est pas à nous de nous faire des soucis parce que cela ferait diminuer les profits. Ce sont leurs profits OU nos salaires.

Voilà la conscience qu'il s'agit de retrouver, car c'est elle qui nous permettra de gagner !

16 mai 1916 : Le début du dépeçage du Moyen-Orient

Le 16 mai 1916, après plusieurs mois de tractations, le diplomate français Picot et son homologue britannique Sykes parvenaient à se mettre d'accord. L'objet de l'accord, qui allait être connu sous le nom de Sykes-Picot, était de se partager d'avance le Moyen-Orient entre une zone administrée par la France, comprenant les actuels Liban et Syrie, une autre sous contrôle britannique, englobant la Jordanie et l'Irak, et une troisième qui aurait été sous contrôle international, la Palestine.

À l'époque de la signature, la région faisait depuis trois siècles partie de l'Empire ottoman et était de ce fait unifiée. Les grandes villes millénaires, Bagdad, Damas, Jérusalem et Constantinople (aujourd'hui Istanbul), n'étaient alors séparées par aucune frontière et les liens entre elles étaient nombreux et vivaces. Les diplomates et les militaires français et britanniques allaient tailler dans le vif en créant des régions, puis des pays, en fonction des seuls intérêts stratégiques et commerciaux de leurs impérialismes.

Ces accords restèrent évidemment secrets. Anglais et Français allaient promettre tout à tout le monde, depuis les chefs de tribu du désert jusqu'aux marchands des villes, des nationalistes arabes aux sionistes, à qui le ministre britannique Balfour promit en 1917 son soutien à l'installation d'un foyer juif en Palestine. Il s'agissait alors d'enrôler tout le monde contre les Ottomans, alliés de l'Allemagne. Et, après la défaite de ces derniers, Anglais et Français appliquèrent les accords, prirent possession des territoires répartis, installèrent leurs garnisons, leur administration, leurs gardes-chiourme, leurs exploiteurs.

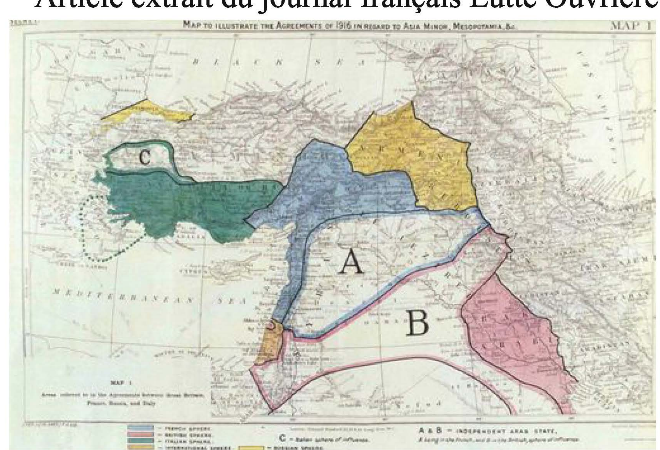


Les accords étaient secrets également vis-à-vis des populations française et britannique. Il ne s'agissait pas que les soldats enterrés dans les tranchées de la Somme et de Verdun apprennent que leurs chefs se répartissaient déjà les puits de pétrole et les bonnes affaires pour les lendemains de la victoire. Les traités secrets furent publiés à Petrograd, en novembre 1917, comme tous ceux tombés entre les mains du gouvernement issu de la révolution d'Octobre. Les bolcheviks voulaient ainsi montrer les buts de guerre réels des Alliés, le pillage et le partage du monde, révéler, disait Lénine, « la contradiction entre les intérêts des capitalistes et la volonté du peuple ». Pour ce qui concerne le Moyen-Orient, c'était criant.

La Société des nations (SDN, ancêtre de l'ONU) venait d'être créée. Français et Britanniques avaient envoyé leurs soldats se faire tuer au nom du droit. On n'appela donc pas ces nouvelles possessions des colonies, mais la SDN confia aux puissances le mandat de les mettre sous tutelle. Cela ne se passa pas sans mal ni sans révolte. Les impérialistes employèrent leurs méthodes habituelles, massacres, déportations, déplacements de population, terreur. Pour mater la révolte druze, par exemple, l'armée française alla en 1925 jusqu'à bombarder Damas.

Après la Deuxième Guerre mondiale, les mandats prirent fin, mais les États nouvellement créés le furent dans les frontières tracées en 1916. La situation se compliqua encore du fait de la création de l'État d'Israël d'une part, de l'intervention croissante et finalement déterminante de l'impérialisme américain, de l'autre. Le Moyen-Orient n'en avait pas fini avec les interventions militaires occidentales, qui allaient se multiplier jusqu'à aujourd'hui, amenant une véritable décomposition de toute la région. Le maintien à tout prix de la domination impérialiste sur une région stratégique et riche en pétrole a débouché sur un chaos sans nom, dont ces messieurs Sykes et Picot ont été les lointains initiateurs.

Article extrait du journal français Lutte Ouvrière



Ci-dessus : des soldats australiens à Bagdad en 1917

à gauche :
les troupes autrichiennes à Jerusalem en 1916

à droite :
le découpage du Moyen-Orient

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.